Nous utilisons des cookies pour sécuriser votre connexion, faciliter votre navigation et réaliser des statistiques de visites. Pour obtenir plus d'information sur les cookies et comment vous y opposer, [visitez notre page de politique de cookies](#).

Gérer mes cookies

REQUIS SEULEMENT

ACCEPTER TOUT

CONTEXTE POLITICO-ÉCONOMIQUE

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

L'économie algérienne est principalement tirée par les hydrocarbures et l'investissement public, les premiers représentant 40 % du PIB, 94 % des exportations et un tiers des recettes fiscales. En 2022, le pays a bénéficié de prix de l'énergie élevés et de la demande accrue en provenance de l'Europe suite aux sanctions de l'UE contre la Russie, ce qui a entraîné une croissance du PIB de 3,2 %. La tendance positive s'est poursuivie en 2023, avec une croissance économique atteignant 4,2 %, soutenue par une activité robuste dans les secteurs des hydrocarbures, de l'industrie, de la construction et des services. Pour 2024 et 2025, on prévoit une légère décélération de la croissance du PIB à 3,1 % et 2,5 % respectivement, en raison de la baisse des prix des hydrocarbures (FMI). La consommation privée, représentant 42 % du PIB, devrait contribuer positivement, largement soutenue par les mesures de soutien social introduites par le gouvernement pour les ménages.

Ces dernières années, des déficits fiscaux et extérieurs persistants ont réduit la marge de manœuvre politique alors que la dette publique augmentait significativement et que les réserves internationales diminuaient (FMI). Au cours de 2022 et 2023, les revenus exceptionnels des hydrocarbures n'ont pas réussi à compenser les dépenses supplémentaires visant à soutenir l'économie, ce qui a entraîné un élargissement continu du déficit budgétaire, qui s'élevait à 9 % du PIB l'année dernière. Parmi les dépenses prioritaires, le gouvernement prévoit de financer une augmentation de 47 à 50 % des salaires des fonctionnaires du secteur public de 2023 à 2024, une augmentation des allocations de retraite pour les moins aisés, une expansion des indemnités de chômage et un doublement du budget de la défense, ce qui entraînera des déficits élevés en 2024 (6,8 %) et 2025 (6,3 %) selon le FMI. Le ratio dette/PIB était estimé à 55,1 % en 2023 (contre 55,6 % un an plus tôt) et devrait suivre une tendance à la hausse sur l'horizon de prévision, atteignant 63,9 % d'ici 2025. L'inflation annuelle moyenne est restée élevée à 9 % en 2023, principalement en raison de la hausse des prix des produits alimentaires frais. Malgré une appréciation du taux de change, qui a contribué à atténuer l'inflation importée, la politique monétaire reste accommodante. En avril, la banque centrale a augmenté les exigences de réserve et intensifié l'absorption de liquidités dans le secteur bancaire, mais les pressions inflationnistes persistent. Le nouveau Plan d'Action Gouvernemental comprend un large éventail de réformes visant à soutenir la transition vers une économie plus diversifiée et durable, ainsi qu'à renforcer la gouvernance et la cohésion sociale, notamment en mettant l'accent sur le secteur minier (fer, phosphate). De plus, le pays cherche des moyens de réduire sa dépendance au gaz pour la production d'électricité en investissant dans l'énergie solaire.

Selon les estimations de la Banque mondiale, le chômage a atteint 11,6 % de la population en 2022 (dernières données disponibles). Le chômage est plus élevé parmi les jeunes, les femmes et les diplômés en raison d'un déséquilibre des compétences sur le marché du travail. L'Algérie a un faible PIB par habitant, estimé à 13 682 USD en 2023 par le FMI (PPA). Il existe également de grandes différences entre les conditions de vie dans les villes et les zones rurales, et l'instabilité causée par les groupes radicaux aux frontières de l'Algérie reste un facteur de risque.

Indicateurs de croissance	2022	2023 (E)	2024 (E)	2025 (E)	2026 (E)
PIB (milliards USD)	195,06	224,11	239,21	247,74	255,32
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	3,2	3,8	3,1	2,5	1,9

Indicateurs de croissance	2022	2023 (E)	2024 (E)	2025 (E)	2026 (E)
PIB par habitant (USD)	4.307	4.875	5.130	5.243	5.336
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	55,6	55,1	58,8	63,9	68,1
Taux d'inflation (%)	n/a	9,0	6,8	6,3	5,9
Taux de chômage (% de la population active)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	19,06	6,53	2,34	-3,74	-7,75
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	9,8	2,9	1,0	-1,5	-3,0

Source : FMI - World Economic Outlook Database , October 2021

Risque pays

Consultez [l'analyse risque pays](#) proposée par [la Coface](#).

LES PRINCIPAUX SECTEURS ÉCONOMIQUES

L'agriculture représente 11,6% du PIB de l'Algérie et emploie 10% de la population active (Banque mondiale, dernières données disponibles). Les principales cultures sont le blé, l'orge, l'avoine, les agrumes, les raisins de table, les olives, le tabac et les dattes. L'Algérie produit également une grande quantité de liège et est un important éleveur. À la fin de 2023, le gouvernement a introduit le "Plan stratégique pour le développement de la production céréalière en Algérie 2023-2028", visant à développer les secteurs du blé tendre, du maïs, du sucre et des oléagineux pour réduire la facture annuelle d'importation alimentaire. La production nationale de blé était prévue à 2,5 millions de tonnes en 2023, soit environ 17% de moins d'une année sur l'autre. La production céréalière totale était estimée à 3,6 millions de tonnes, marquant une baisse de 12% par rapport à l'année précédente, qui était déjà impactée par des conditions météorologiques défavorables. Dans l'ensemble, la récolte de 2023 était de plus de 20% en dessous de la moyenne quinquennale alors que le pays faisait face à une troisième saison de sécheresse consécutive (FAO).

Le secteur secondaire représente 45,9% du PIB, employant 31% de la population active. Le secteur pétrolier et gazier représente la majeure partie du revenu fédéral et presque tout son revenu d'exportation (il représente plus de 90% des exportations totales). L'Algérie figure parmi les dix plus grands exportateurs de gaz au monde, elle se classe 16e en termes de réserves pétrolières et 10e en termes de réserves de gaz confirmées. Les minerais extraits en grandes quantités sont le fer, le plomb, le phosphate, l'uranium, le zinc, le sel et le charbon. Les principales activités du secteur manufacturier sont la transformation industrielle des aliments, les produits textiles et chimiques, les métaux et les matériaux de construction. Le secteur manufacturier seul représente 35% du PIB (Banque mondiale). Les chiffres du ministère de l'Industrie montrent que, au cours des deux premiers trimestres de 2023, le secteur industriel public a enregistré un taux de croissance de plus de 5,6% et 1,3% d'une année sur l'autre, respectivement.

Le secteur tertiaire contribue à 38,6% du PIB et emploie 59% de la population active. Le secteur bancaire de l'Algérie est dominé par les banques publiques, qui souffrent de niveaux élevés de prêts non performants aux entreprises publiques. Sur les 20 banques opérant en Algérie, six banques publiques détiennent la plus grande part du marché. Avec plus de 1 600 km de côtes méditerranéennes, d'importants sites culturels et historiques, et les paysages désertiques saisissants du Sahara, l'Algérie a longtemps présenté un potentiel considérable pour le tourisme. Néanmoins, le secteur ne représente toujours qu'une petite partie du PIB.

Répartition de l'activité économique par secteur

Agriculture

Industrie

Services

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	10,3	31,0	58,6
Valeur ajoutée (en % du PIB)	11,4	42,3	42,2
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	4,0	1,7	4,1

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Indicateurs monétaires	2016	2017	2018	2019	2020
Dinar algérien (DZD) - Taux de change annuel moyen pour 1 USD	109,44	110,97	116,59	119,40	126,78

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

COMMERCE EXTÉRIEUR

L'Algérie possède une économie ouverte dans laquelle le commerce extérieur représente 59% du PIB (Banque mondiale). Le gaz naturel et les produits pétroliers couvrent pratiquement toutes les exportations : en 2022, les hydrocarbures représentaient 89,8% du volume total des exportations (41% de gaz naturel, 30,3% de pétrole brut et 15,4% de carburants). Les exportations restantes (10,2%) se composaient de dérivés des industries pétrolière et gazière (engrais, ammoniac, huiles de distillation du goudron), ainsi que de produits agroalimentaires (dattes, sucre). En ce qui concerne les importations, quatre groupes de produits contribuent à plus d'un tiers du total : produits alimentaires (16%, principalement céréales et produits laitiers) ; biens d'équipement industriel (10,9%) ; produits plastiques (7,3%) ; et biens d'équipement électrique (5,1% - données du Ministère français de l'Économie). Selon le Centre National du Registre de Commerce (CNRC), en 2022, le nombre d'exportateurs est passé à 5 498 opérateurs contre 4 749 fin 2021.

Les données du Ministère français de l'Économie montrent que la France était le troisième plus grand client de l'Algérie en 2022, représentant 10,5% du total, derrière l'Italie (32,3%) et l'Espagne (12%) ; tandis que la Chine était le principal fournisseur avec une part de marché de 18,6%, suivie de la France (14%) et de l'Italie (7,7%). Pour stimuler son commerce extérieur, l'Algérie a signé plusieurs accords commerciaux, ainsi que la ratification de l'Accord sur la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf) en 2019 à Accra, au Ghana. L'accord permet aux États intéressés de bénéficier de l'élimination progressive des barrières tarifaires pendant une période de cinq ans à partir de son entrée en vigueur en juillet 2020. L'accord vise à libérer les États africains de la dépendance à l'extraction de matières premières et à promouvoir le commerce intra-africain.

Bien que la balance commerciale ait été historiquement positive, l'excédent a complètement disparu depuis fin 2012 et le pays affiche un déficit commercial depuis 2014. Cette réduction était due à une forte baisse des exportations d'hydrocarbures. Les revenus ont également diminué drastiquement avec la chute des prix du pétrole. Néanmoins, cette tendance s'est inversée en 2021 grâce à la hausse des prix de l'énergie et s'est encore améliorée en 2022 alors que l'Algérie a bénéficié des conséquences des sanctions de l'UE envers la Russie, ce qui a entraîné une augmentation des importations européennes d'hydrocarbures en provenance d'Algérie. Les données de la Banque mondiale montrent que la balance commerciale du pays était positive à hauteur d'environ 11,6% du PIB en 2022. La même année, les exportations de biens ont augmenté de 58% par rapport à l'année précédente, atteignant 60,9 milliards de dollars ; tandis que les importations ont augmenté à un rythme beaucoup plus lent (+4,1%, à 39 milliards de dollars). En termes de services, le pays a exporté l'équivalent de 3,5 milliards de dollars et importé 8,3 milliards de dollars (données de l'OMC). Selon des chiffres préliminaires du gouvernement, fin septembre 2023, les recettes d'exportation d'hydrocarbures de l'Algérie ont atteint environ 38 milliards de dollars, avec un prix moyen du baril de 82 dollars. En 2022, les recettes d'exportation d'hydrocarbures s'élevaient à environ 59,5 milliards de dollars, avec un prix moyen du baril de 104 dollars.

Valeurs du commerce extérieur	2018	2019	2020	2021	2022
Importations de biens (millions USD)	46.330	44.632	35.547	37.464	39.027
Exportations de biens (millions USD)	41.797	35.312	21.925	38.558	60.924
Importations de services (millions USD)	11.805	9.939	7.440	6.939	8.290
Exportations de services (millions USD)	3.264	3.239	2.987	3.222	3.584

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Indicateurs du commerce extérieur	2018	2019	2020	2021	2022
Commerce extérieur (en % du PIB)	58,1	51,8	45,3	53,2	54,1
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-7.161	-9.007	-12.992	1.233	26.809
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-15.701	-15.708	-17.445	-2.452	22.441
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	-3,8	-6,9	-16,0	-4,1	-3,3
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	-3,7	-6,1	-11,3	13,4	0,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	32,2	29,1	27,9	26,5	22,4
Exportations des biens et services (en % du PIB)	25,9	22,7	17,5	26,7	31,7

Source : Banque mondiale ; dernières données disponibles

Prévisions du commerce extérieur	2023	2024 (e)	2025 (e)	2026 (e)	2027 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	-11,6	-0,2	-0,6	-2,7	-0,0
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	14,3	9,1	8,3	4,4	1,6

Source : IMF, World Economic Outlook ; Latest available data

Note : (e) Donnée estimée

La coopération économique internationale

L'Algérie est membre des organisations économiques internationales suivantes : FMI, Banque arabe pour le développement économique en Afrique (ABEDA), Fonds arabe pour le développement économique et social (AFESD), CCI, Fonds monétaire arabe (AMF), G-15, G-24, G-77, OMC (observateur), Ligue arabe, entre autres. Pour la liste complète des organisations économiques et autres organisations internationales auxquelles l'Algérie participe cliquez ici. L'adhésion de l'Algérie à des organisations internationales est aussi indiquée ici.

Free Trade Agreements

La liste complète et actualisée des accords de libre-échange signés par l'Algérie peut être consultée ici.

Principaux pays partenaires

Principaux clients <i>(% des exportations)</i>	2017
Italie	16,0%
France	12,6%
Espagne	11,7%
Etats-Unis	9,9%
Brésil	6,0%
Voir plus de pays	43,8%

Principaux fournisseurs <i>(% des importations)</i>	2017
Chine	18,1%
France	9,3%
Italie	8,2%
Allemagne	7,0%
Espagne	6,8%
Voir plus de pays	50,7%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

LE CONTEXTE POLITIQUE

Les chefs de gouvernement

Président élu : Abdelmadjid Tebboune (depuis le 19 décembre 2019)

Premier ministre : Nadir Larbaoui (depuis le 11 novembre 2023)

Les prochaines élections

Présidentielle : 2024

Conseil de la Nation : 2025

Assemblée Populaire Nationale : 12 juin 2026

Le contexte politique actuel

Abdelmajid Tebboune, Premier ministre de Bouteflika en 2017, est en fonction en tant que président depuis décembre 2019. Depuis lors, les perspectives de stabilité gouvernementale en Algérie se sont améliorées, à la suite de manifestations hebdomadaires à l'échelle nationale exigeant des réformes substantielles du système politique. Le mouvement de protestation Hirak, principale force d'opposition depuis une décennie, a été efficacement neutralisé par trois vagues de la pandémie de COVID-19. De plus, le gouvernement du président Abdelmadjid Tebboune a mis en œuvre des politiques populaires, contribuant à la revitalisation économique, soutenue davantage par un cycle favorable des matières premières. La diplomatie économique algérienne a obtenu divers succès ces dernières années, notamment en ce qui concerne les exportations d'hydrocarbures du pays vers l'Europe. Néanmoins, en 2023, la candidature du pays nord-africain pour rejoindre les BRICS a été rejetée : l'Algérie n'a pas été incluse dans la liste initiale des cinq pays candidats pour une intégration future dans les BRICS, malgré le soutien de la Russie. Parmi les raisons du refus figuraient le manque d'industrialisation, l'absence de diversification économique ou de projets étatiques concrets visant à revitaliser le tissu industriel ; l'absence d'un système bancaire adapté à la mission de croissance économique et un système fiscal dépassé. De plus, l'Algérie a été identifiée comme un pays vulnérable en raison de sa distance

par rapport aux nations engagées dans la transition énergétique.

Les principaux partis politiques

Suite à la libéralisation de la loi électorale en 1997, des dizaines de partis politiques ont fait leur entrée dans la sphère parlementaire. Cependant, la plupart du pouvoir politique est concentrée au sein du Front de Libération Nationale (FLN) soutenu par le Président.

- Front de Libération Nationale (FLN) : de gauche, sécurise environ la moitié des sièges parlementaires ; auparavant le seul parti légalement autorisé.
- Rassemblement National pour la Démocratie (RND) : centriste, libéral ; initialement créé par l'armée comme parti alternatif, mais reste étroitement aligné sur le FLN.
- Front de l'Avenir (FM) : centriste, nationaliste.
- Mouvement de la Construction Nationale (Binaa) : démocratie islamique, nationalisme algérien.

Les principaux partis d'opposition comprennent :

- Mouvement de la Société pour la Paix (MSP) : islamisme sunnite, démocratie islamique, aligné sur la Fraternité Musulmane internationale.
- Parti de la Voix du Peuple (PVP) : dirigé par Lamine Osmanie, ancien membre du Front National Algérien.
- Front pour la Justice et le Développement (FJD) : de droite, inspiré par le Parti de la Justice et du Développement turc (AKP).

Le pouvoir exécutif

Le Président de la République est le chef de l'État. Il est élu directement au suffrage universel direct à la majorité absolue en deux tours si nécessaire pour un mandat de 5 ans (renouvelable une fois). Il nomme le Premier ministre après consultation avec le parti majoritaire au Parlement et le gouvernement sur la suggestion du Premier ministre. Le Premier ministre fixe le montant des dépenses et des recettes de l'État et prépare certains projets de loi.

Le pouvoir législatif

Le Parlement est bicaméral et composé du Conseil de la Nation (Majlis al-Umma) et de l'Assemblée Populaire Nationale (al-Majlis al-Sha'abi al-Watani). Le Conseil (chambre haute) compte 174 sièges, dont 96 membres sont élus indirectement au scrutin secret (2/3) et 58 sont nommés par le Président de la République (1/3). Ses membres ont un mandat de six ans, avec renouvellement de la moitié de l'effectif tous les 3 ans. L'Assemblée (chambre basse) compte 407 membres directement élus par la population pour des mandats de 5 ans, dont 8 sont élus parmi les Algériens résidant à l'étranger.

RÉPONSE DU PAYS AU COVID-19

Restrictions de voyage

Regularly updated travel information for all countries with regards to Covid-19 related entry regulations, flight bans, test and vaccines requirements is available on TravelDoc Infopage.

To find information about the current travel regulations, including health requirements, it is also advised to consult Travel Regulations Map provided and updated on a daily basis by IATA.

Restrictions import & export

A general overview of trade restrictions which were adopted by different countries during the COVID-19

pandemic is available on the International Trade Centre's COVID-19 Temporary Trade Measures webpage.

Plan de relance économique

[.kpmg/xx/en/home/insights/2020/04/algeria-government-and-institution-measures-in-response-to-covid.html](https://www.kpmg/xx/en/home/insights/2020/04/algeria-government-and-institution-measures-in-response-to-covid.html)">dedicated page on the KPMG website.

For updates on the key economic policy responses to the COVID-19 outbreak (fiscal, monetary and macroeconomic) undertaken by the Algerian government, please consult the country's dedicated section in the IMF's Policy Tracker platform.

Plan de soutien aux entreprises

For an evaluation of impact of the Covid pandemic on SMEs and an inventory of country responses to foster SME resilience, refer to the OECD's SME Covid-19 Policy Responses document.

You can also consult the World Bank's Map of SME-Support Measures in Response to COVID-19.